

Projets de numérisation des autorités de la justice pénale

Résultats du sondage de mai/juin 2025

Inhalt

1	Avant-propos.....	3
1.1	Utilité et exploitation des résultats	3
1.2	Résumé et présentation des résultats	3
2	Statistiques descriptives	4
2.1	Tableau : Statistiques descriptives – nombre d’applications métier existantes.....	4
2.2	Deskriptive Statistik – Anzahl unterschiedlicher Fachanwendungen	5
2.3	Tableau : Statistiques descriptives – nombre d’activités de numérisation	6
3	Nombre d’activités de numérisation	7
3.1	Nombre d’activités de numérisation - point de vue des autorités	7
3.1.1	Police judiciaire :	7
3.1.2	Ministère public/ministère public des mineurs :	8
3.1.3	Tribunaux pénaux/tribunaux des mesures de contrainte :	9
3.1.4	Tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives :	10
3.1.5	Office de l’exécution judiciaire ainsi que services de probation et d’exécution des peines : ...	11
3.1.6	Établissements pénitentiaires :	12
4	Remplacement des applications métier.....	13
4.1	Quand le prochain remplacement de votre application métier aura-t-il lieu ?	13
4.2	Prochain remplacement d’une application métier – selon les domaines.....	14
4.2.1	Police judiciaire :	14
4.2.2	Ministères publics/ministères publics des mineurs :	15
4.2.3	Tribunaux pénaux/tribunaux des mesures de contrainte :	16
4.2.4	Tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives :	17

4.2.5	Office de l'exécution judiciaire ainsi que services de probation et d'exécution des peines : ...	18
4.2.6	Établissements pénitentiaires :	19
4.3	Remplacement des applications métier – présentation sous forme de tableau, tous domaines confondus.....	20
4.4	Remplacement des applications métier – présentation sous forme de tableau pour chaque domaine	22
4.4.1	Police judiciaire :	22
4.4.2	Ministères publics/ministères publics des mineurs :	22
4.4.3	Tribunaux pénaux/tribunaux des mesures de contrainte :	23
4.4.4	Tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives :	23
4.4.5	Office de l'exécution judiciaire ainsi que services de probation et d'exécution des peines : ...	23
4.4.6	Établissements pénitentiaires :	23
5	Applications métier les plus utilisées	24
5.1	Applications métier les plus utilisées – présentation sous forme de cartes selon le domaine .	24
5.1.1	Police judiciaire :	24
5.1.2	Ministères publics/ministères publics des mineurs :	25
5.1.3	Tribunaux pénaux/tribunaux des mesures de contrainte :	25
5.1.4	Tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives :	26
5.1.5	Office de l'exécution judiciaire ainsi que services de probation et d'exécution des peines : ...	26
5.1.6	Établissements pénitentiaires :	27
6	Interfaces et systèmes périphériques	28
6.1	Transmission au format papier	29
6.2	Transmission électronique – format lisible par l'humain	29
6.3	Transmission électronique – entièrement électronique, lisible par la machine	30
	Remarques	31

1 Avant-propos

Au printemps 2025, HIJP a lancé son premier sondage à l'échelle nationale. Il marque le début des principaux sondages annuels. Le groupe cible était constitué des autorités de tous les cantons de l'ensemble de la chaîne pénale ainsi que de certaines autorités fédérales. La liste des destinataires est encore en cours d'élaboration, car tous les services n'ont pas encore répondu, ce qui rend l'évaluation incomplète à certains égards. Nous espérons parvenir à combler progressivement ces lacunes grâce à votre aide.

Le sondage portait sur six questions concrètes relatives aux activités de numérisation, aux projets en cours et à l'utilisation d'applications métier (thème principal). Les résultats fournissent des informations précieuses sur les activités de numérisation à l'échelle nationale et transversale entre autorités. Dans le système fédéraliste suisse, il peut s'avérer difficile d'obtenir un aperçu complet. HIJP joue un rôle de service d'information central à cet égard.

Nota bene : nous avons délibérément choisi de ne pas publier tous les résultats du sondage. Nous vous fournissons volontiers des informations et des aperçus supplémentaires sur notre base de données lors d'un entretien direct.

1.1 Utilité et exploitation des résultats

- **Base précieuse** : l'évaluation fournit des représentations simples et claires, permet d'établir des comparaisons entre les autorités, favorise la mise en réseau et la collaboration. Elle apporte une aide précieuse pour la planification de projets, les preuves de concept, les études et les décisions techniques.
- **Monitoring continu** : le sondage est reconduit régulièrement afin de garantir son actualité. Le présent Monitoring permet de mettre en évidence les tendances et d'obtenir une vue d'ensemble de l'avancement ainsi que de l'évolution de la numérisation de la justice pénale à l'échelle nationale.

1.2 Résumé et présentation des résultats

Les autorités de 20 cantons ainsi que certaines autorités fédérales, principalement issues des domaines métier de la police, du ministère public et de l'exécution des sanctions pénales, ont participé au sondage. Quelques cantons n'ont pas répondu. Toutes les données relatives aux informations descriptives des résultats de l'enquête se trouvent au chapitre 2.1.

2 Statistiques descriptives

2.1 Tableau : Statistiques descriptives – nombre d'applications métier existantes

- Les participants sont classés selon leur domaine métier : police judiciaire ; ministère public/ministère public des mineurs ; tribunaux pénaux/tribunaux des mesures de contrainte ; tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives ; Office de l'exécution judiciaire ainsi que services de probation et d'exécution des peines ; établissements pénitentiaires (prisons, etc.) (faisant partie de la chaîne pénale). Ils proviennent des cantons et de la Confédération.
- Toutes les autorités cantonales ou fédérales n'ont pas encore répondu au sondage. Le taux de réponse au niveau des autorités est de 56 % (90 autorités sur 160). Dans certains cantons, les réponses ont été centralisées, ce qui explique pourquoi toutes les autorités n'ont pas pu être comptabilisées.
- Avec respectivement 20 et 18 cantons représentés, le ministère public/ministère public des mineurs, la police judiciaire et l'Office de l'exécution judiciaire ainsi que les services de probation et d'exécution sont les plus représentés. Les tribunaux pénaux/tribunaux des mesures de contrainte sont ceux pour lesquels les données sont les moins nombreuses (9 cantons).
- Les cantons de Bâle-Ville et Soleure n'ont fourni aucune information.
- Lors de la première phase de ce sondage, les tribunaux n'ont pas encore été contactés directement, les informations demandées étant déjà en grande partie disponibles auprès du Projet Justitia 4.0. À l'avenir, HIJP inclura les tribunaux pénaux et les tribunaux des mesures de contrainte directement dans les sondages.
- fedpol est rattaché à la police judiciaire, tandis que le Ministère public de la Confédération relève de la catégorie « ministère public ».
- L'OFDF a été classé dans la catégorie « Confédération divers », tout comme d'autres autorités fédérales dotées de compétences pénales (p. ex. Swissmedic, l'autorité de surveillance des maisons de jeu, etc.).

Domaines de la chaîne pénale	AG	AI	AR	BE	BL	BS	FR	GE	GL	GR	JU	LU	NE	NW	OW	SG	SH	SO	SZ	TG	TI	UR	VD	VS	ZG	ZH	Conf. fedpol	Conf. MPC	Conf. divers	Total
Police judiciaire																														18
Ministère public / Ministère public des mineurs																														20
Tribunaux pénaux / Tribunaux des mesures de contrainte																														9
Tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives																														11
Office de l'exécution judiciaire et services de probation et d'exécution des peines																														18
Établissements pénitentiaires																														14
Total	3	5	2	5	3	0	3	3	2	3	6	4	3	4	1	5	2	0	4	5	6	4	3	2	6	2	1	1	2	

HIJP Suisse
Cantons et autorités qui ont participé au sondage Projets de numérisation des autorités de la justice pénale | Etat au 07.2025

Ont participé
N'ont pas participé

2.2 Deskriptive Statistik – Anzahl unterschiedlicher Fachanwendungen

- La police judiciaire et le ministère public/ministère public des mineurs présentent la plus grande diversité d'applications métier par rapport aux autres domaines de la chaîne pénale (14, gestion des affaires et applications métier). En revanche, les applications métier sont nettement plus homogènes (gestion des affaires) au sein des tribunaux pénaux/tribunaux des mesures de contrainte (5), de l'Office de l'exécution judiciaire ainsi que des services de probation et d'exécution des peines (6), des établissements pénitentiaires (prisons, etc.) (6) et des tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives (7).
- Alors que 13 cantons travaillent avec une seule application métier par domaine métier, 11 cantons et la Confédération utilisent plusieurs applications métier pour certains domaines.
- Le total indique le nombre d'applications métier différentes et montre que des applications métier sont utilisées dans plusieurs domaines métier par la plupart des cantons (total inférieur à la somme des chiffres individuels, p. ex. SG ou TG).

Domaines de la chaîne pénale	AG	AI	AR	BE	BL	FR	GE	GL	GR	JU	LU	NE	NW	OW	SG	SH	SZ	TG	TI	UR	VD	VS	ZG	ZH	Bund fedpol	Bund BA	Bund divers	total
Police judiciaire		1	1	1	4	1		1	1	1	3	1	1				1		2	3	1		2	2	4			14
Ministère public / Ministère public des mineurs	1	1		3			1	3		2	1	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1		1			2	3	14
Tribunaux pénaux / Tribunaux des mesures de contrainte		1		1			1			2					1			1	1	2			1					5
Tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives		1		1			1			2					1		2	2	1	1			1				1	7
Office de l'exécution judiciaire et services de probation et d'exécution des peines	1	1	1	1	1	1			1	1	1		1		1	1	2	1	1			1	1	1				6
Établissements pénitentiaires	1				1	1			1	1	1	1	1		1			1	1		1	1	4					6
Total	2	2	2	4	6	2	1	4	3	4	6	2	3	1	1	1	4	2	3	5	3	1	8	3	4	2	3	

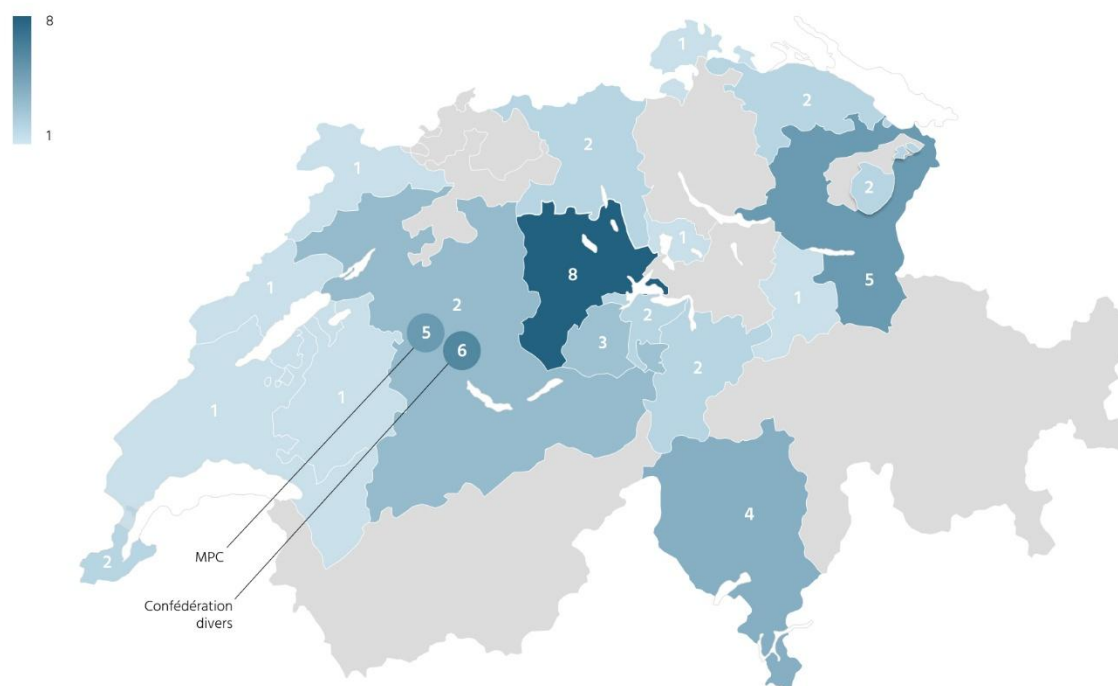
2.3 Tableau : Statistiques descriptives – nombre d'activités de numérisation

- Les autorités cantonales ou fédérales qui ont participé au sondage, mais pour lesquelles aucune information sur les activités de numérisation n'est disponible, sont surlignées en turquoise. Les domaines métier n'ayant pas répondu au sondage sont surlignés en gris. En fonction du nombre d'activités de numérisation, les domaines pour lesquels des données sont disponibles varient du turquoise clair au rouge foncé.
- Les domaines métier de la police judiciaire et du ministère public/ministère public des mineurs comptent de loin le plus grand nombre de projets en cours (par rapport aux autres domaines), avec respectivement 55 et 46 activités de numérisation au total.
- Les autorités cantonales ou fédérales qui ont participé au sondage, mais qui n'ont pas indiqué d'activités de numérisation (champs turquoise), sont nettement plus nombreuses dans les domaines métier de l'Office de l'exécution judiciaire, des services de probation et d'exécution des peines ainsi que des établissements pénitentiaires (prisons, etc.).
- Considérant l'ensemble des autorités cantonales et fédérales, le canton de Lucerne présente, avec un total de 23, presque deux fois plus d'activités de numérisation que le deuxième canton au classement, l'Argovie avec 13, et Bâle-Campagne ainsi que fedpol, avec 10 activités chacun.
- Dans quatre cantons (SG, TG, TI, ZG), il existe des activités de numérisation dans au moins 5 des 6 domaines métier de la chaîne pénale.
- Dans quatre autres cantons (AI, BE, JU, UR), il existe des activités de numérisation dans au moins 4 des 6 domaines métier de la chaîne pénale.
- Aucune activité de numérisation n'a été indiquée dans le canton du Valais.
- Les données donnent l'impression que le degré d'activité est davantage influencé par les autorités que par les cantons. Dans tous les cas, aucune conclusion ne peut être tirée au sens d'une indication : s'il y a beaucoup d'activités de numérisation dans un domaine métier au sein d'une autorité cantonale, cela ne signifie pas qu'il en va de même dans les autres domaines. Seules des tendances peuvent se dessiner, à savoir si une autorité est globalement plus ou moins active sur le plan de la numérisation. L'image est quelque peu faussée, car les cantons n'ont pas tous répondu, et les personnes qui ont répondu ne disposent pas de la vue d'ensemble complète dans tous les cantons.

Domaines de la chaîne pénale	AG	AI	AR	BE	BL	FR	GE	GL	GR	JU	LU	NE	NW	OW	SG	SH	SZ	TG	TI	UR	VD	VS	ZG	ZH	Bund fedpol	Bund RA	Bund divers	
Police judiciaire		1	9	4	10	1			2	1	8	2	1				5		1	1	1		3	1	10			55
Ministère public / Ministère public des mineurs	2	2		2			2	1		1	8	1	2	3	5	1		2	4	2	1		1			5	6	46
Tribunaux pénaux / Tribunaux des mesures de contrainte		1		1			2			1					4			1	4	1			1					14
Tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives		2		1			2			1					4		2	1	3	1			1				1	18
Office de l'exécution judiciaire et services de probation et d'exécution des peines	1		4						3		7				4			1	5									25
Établissements pénitentiaires	2								2						4			1	2				2					13
Total	4	5	13	7	10	1	3	1	6	1	23	3	3	3	7	1	7	2	9	3	2	0	6	1	10	5	7	127

3.1.2 Ministère public/ministère public des mineurs :

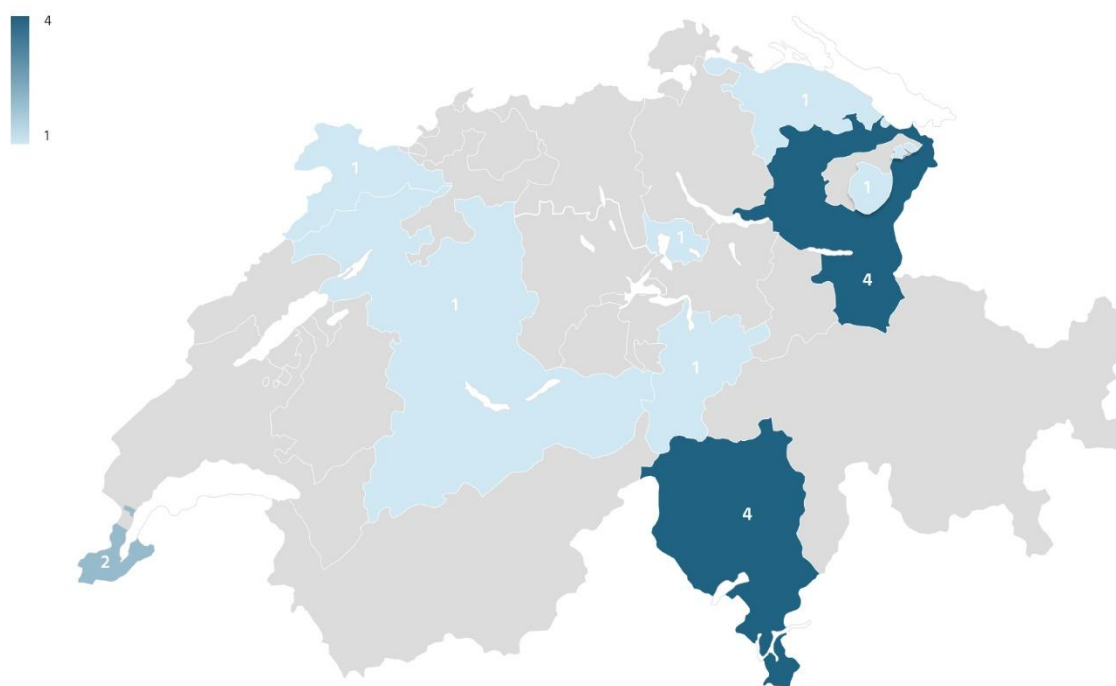
- Les autorités des cantons de Lucerne, Saint-Gall et le MPC ainsi que plusieurs autorités fédérales affichent le plus grand nombre d'activités de numérisation (6 à 8).
- 7 autorités font état d'une seule activité de numérisation (GL, JU, NE, SH, VD, ZG).
- 8 autorités n'ont annoncé aucune activité de numérisation.



HIJP Suisse
 Nombre d'activités de numérisation Ministère public / Ministère public des mineurs | Etat au 07.2025

3.1.3 Tribunaux pénaux/tribunaux des mesures de contrainte :

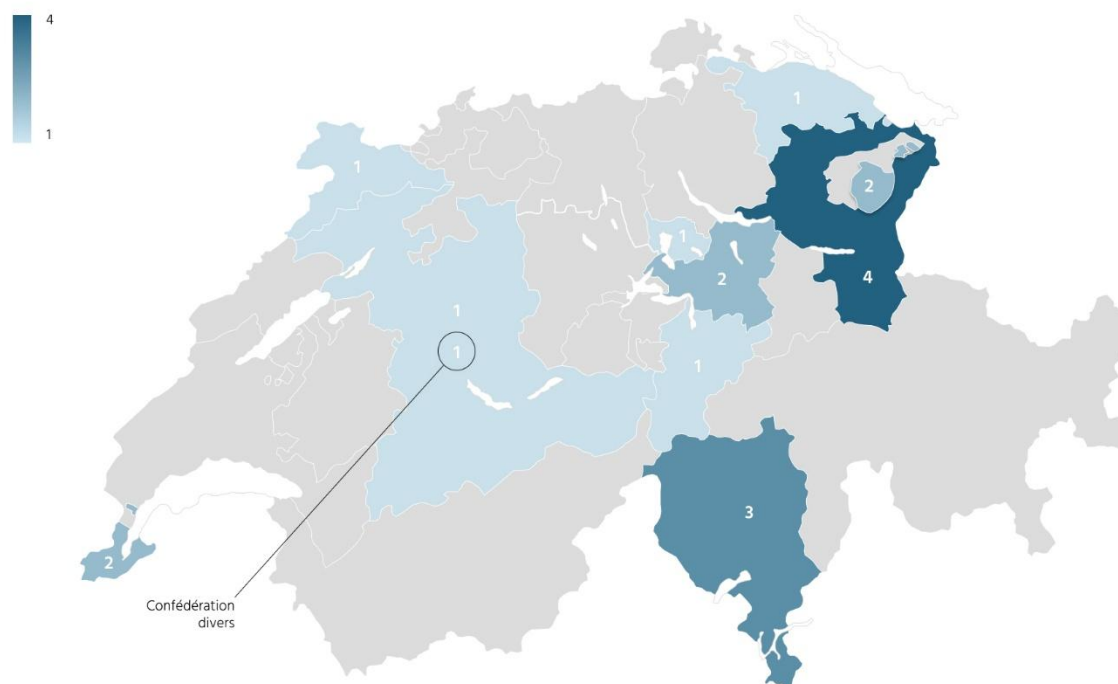
- Les autorités des cantons de Saint-Gall et du Tessin sont celles qui affichent le plus grand nombre d'activités de numérisation (4 chacune).
- 6 autorités font état d'une seule activité de numérisation (AI, BE, JU, TG, UR, ZG).
- 18 autorités n'ont annoncé aucune activité de numérisation.



HIJP Suisse
 Nombre d'activités de numérisation Tribunaux pénaux / Tribunaux des mesures de contrainte | Etat au 07.2025

3.1.4 Tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives :

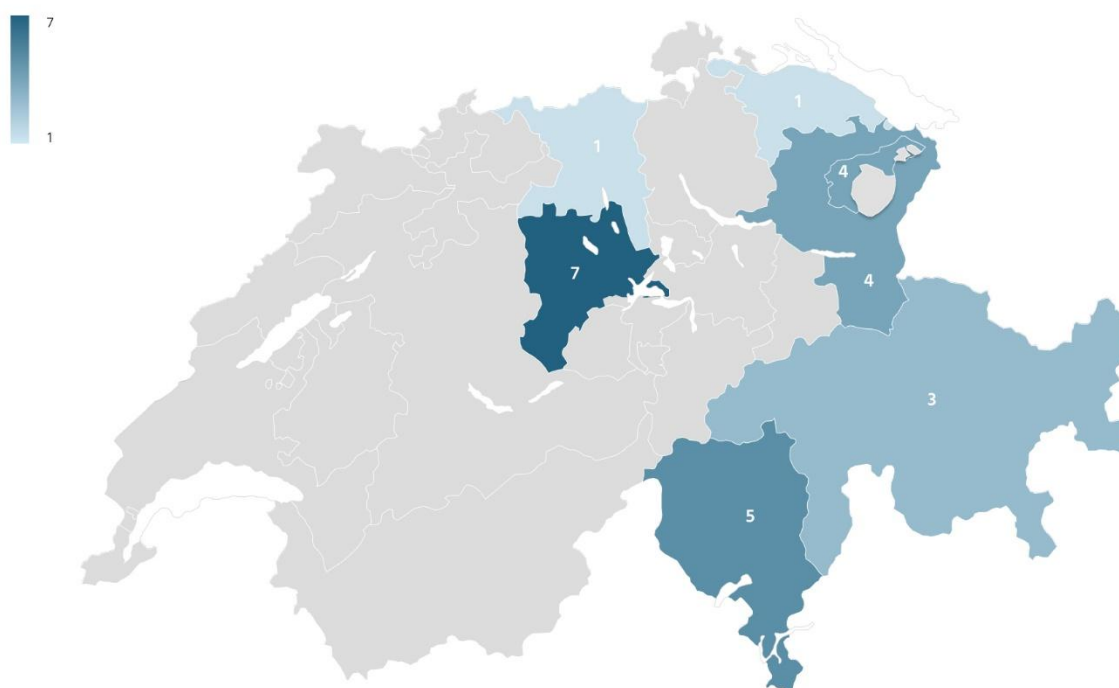
- Les autorités des cantons de Saint-Gall et du Tessin sont celles qui affichent le plus grand nombre d'activités de numérisation (3 à 4).
- 6 autorités font état d'une seule activité de numérisation (BE, JU, TG, UR, ZG, plusieurs autorités fédérales).
- 16 autorités n'ont annoncé aucune activité de numérisation.



HIJP Suisse
 Nombre d'activités de numérisation Tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives | Etat au 07.2025

3.1.5 Office de l'exécution judiciaire ainsi que services de probation et d'exécution des peines :

- Les autorités des cantons de Lucerne et du Tessin sont celles qui affichent le plus grand nombre d'activités de numérisation (5 à 7).
- 2 autorités font état d'une seule activité de numérisation (AG, TG).
- 20 autorités n'ont annoncé aucune activité de numérisation.



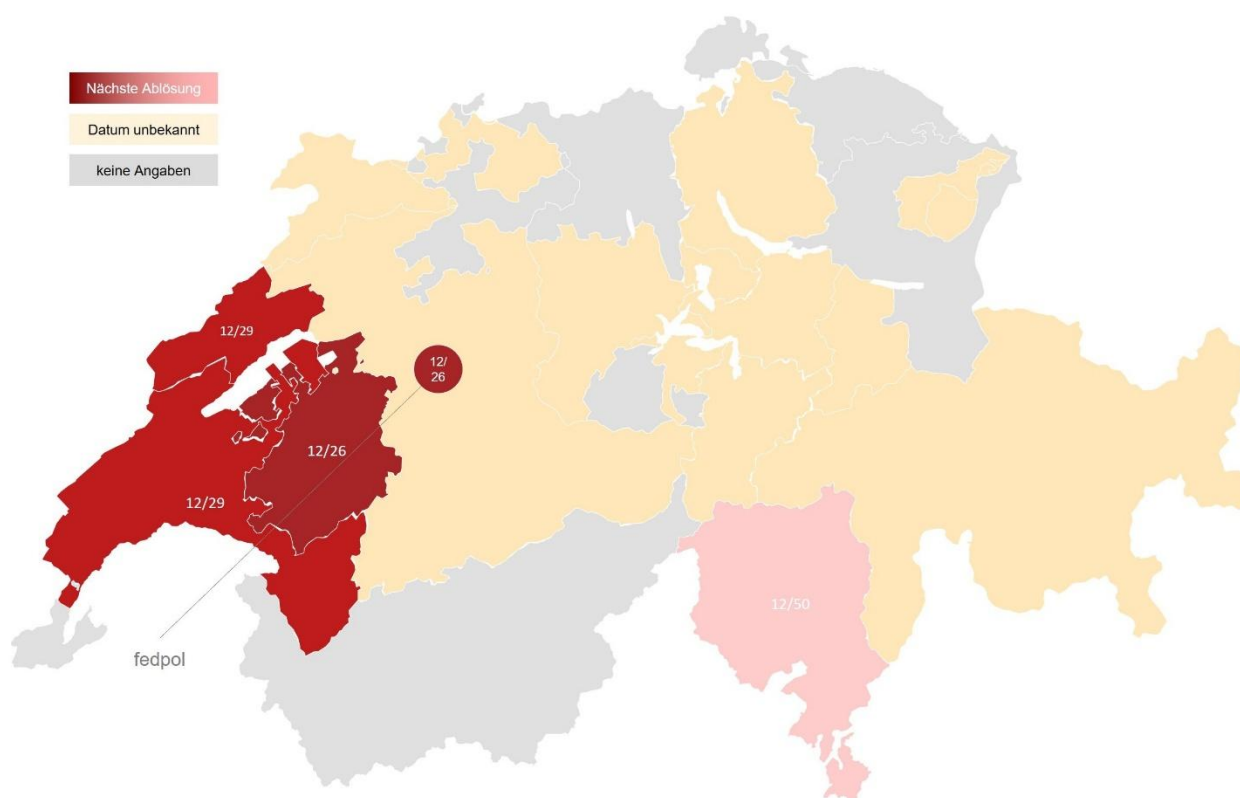
HIJP Suisse
 Nombre d'activités de numérisation Office de l'exécution judiciaire et services de probation et d'exécution des peines | Etat au 07.2025

4.2 Prochain remplacement d'une application métier – selon les domaines

- Les autorités cantonales ne sont pas toutes en mesure d'indiquer une date de remplacement (jaune clair). Lorsqu'une indication est disponible, l'échelle des couleurs montre à quel point la date du prochain remplacement prévu est proche ou éloignée. La date peut aussi ne marquer que la première étape d'une série de remplacements.
- L'échelle des couleurs se réfère à l'horizon temporel à l'intérieur d'un domaine métier. Elle indique toujours la date la plus proche en rouge foncé, et la plus éloignée en rouge clair. Les échelles ne sont donc pas comparables d'un domaine à l'autre.
- Le nombre de cantons en rouge foncé est particulièrement élevé dans le domaine métier de la police judiciaire ainsi que dans celui des tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives.
- Le dernier point n'est pas étonnant compte tenu des activités de numérisation et de la situation du marché avec la vente d'un produit à un autre acteur du marché. De manière générale, il ne semble pas que l'imminence d'un remplacement soit liée au nombre d'activités de numérisation.

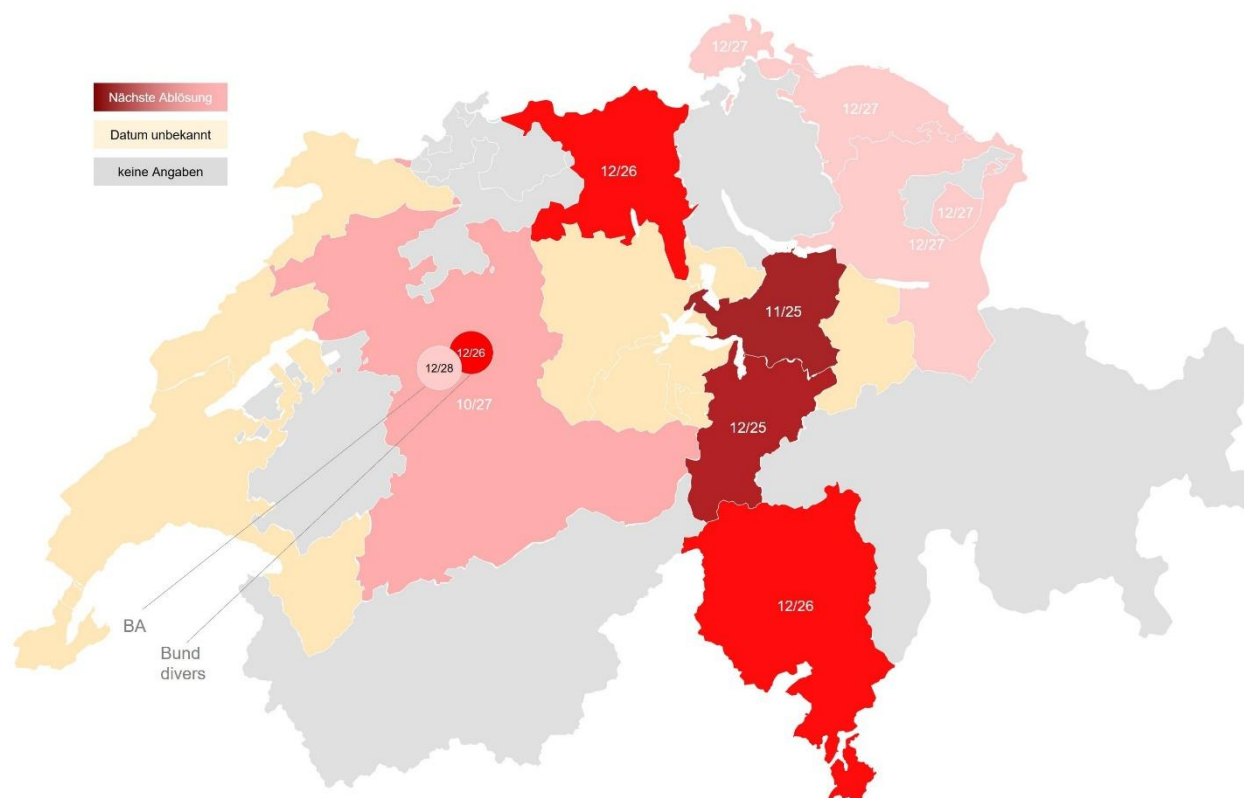
4.2.1 Police judiciaire :

- Les autorités des cantons de Fribourg, Neuchâtel, Valais et de fedpol remplaceront l'application métier en 12/26 ou 12/29.
- Une autorité remplacera l'application métier en 12/50 (TI).
- Pour les autres autorités, les données sont inconnues ou elles n'ont pas participé au sondage.



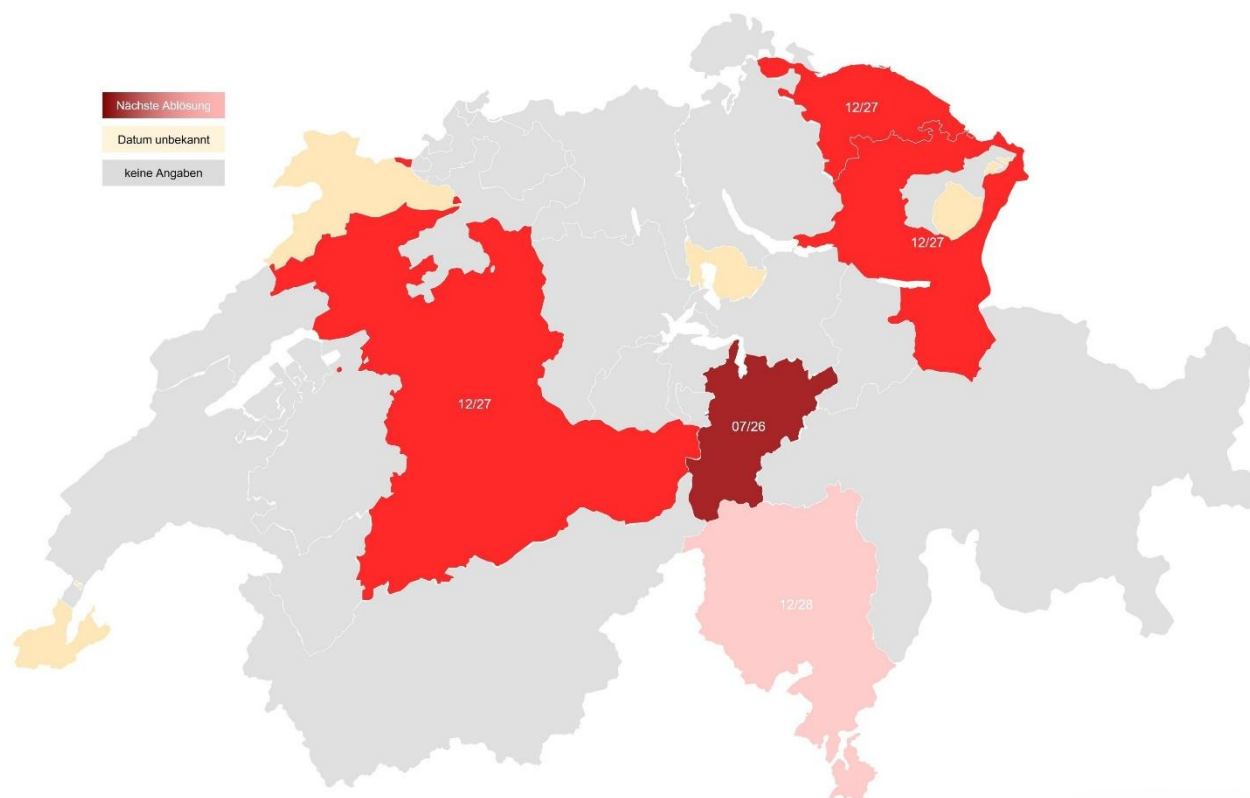
4.2.2 Ministères publics/ministères publics des mineurs :

- Les autorités des cantons d'Argovie, Schwytz, Tessin, Uri et diverses autorités fédérales remplaceront l'application métier en 12/25 ou 12/26.
- Six autorités remplaceront l'application métier entre 10/27 et 12/28 (AI, BE, TG, SG, SH, MPC).
- Pour les autres autorités, les données sont inconnues ou elles n'ont pas participé au sondage.



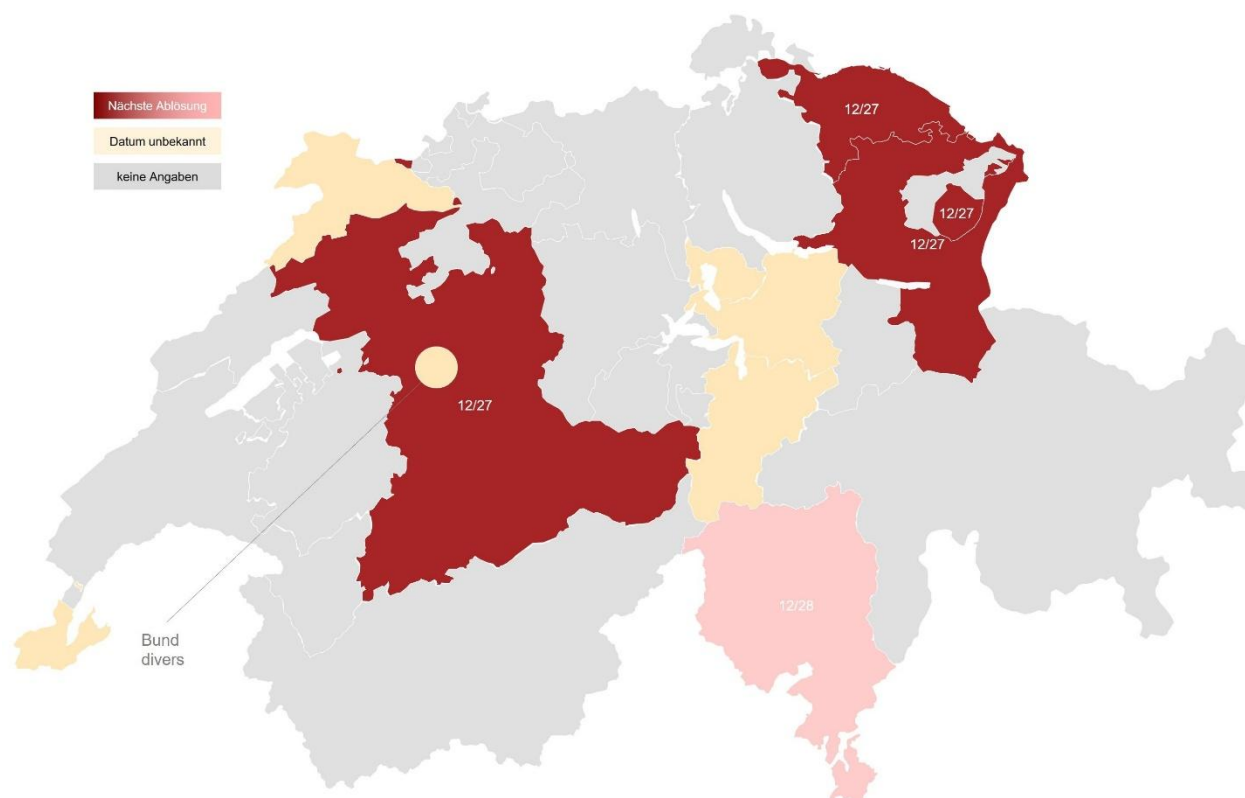
4.2.3 Tribunaux pénaux/tribunaux des mesures de contrainte :

- L'autorité du canton d'Uri remplacera l'application métier en 07/26.
- Quatre autorités remplaceront l'application métier entre 10/27 et 12/28 (BE, TG, SG, TI).
- Pour les autres autorités, les données sont inconnues ou elles n'ont pas participé au sondage.



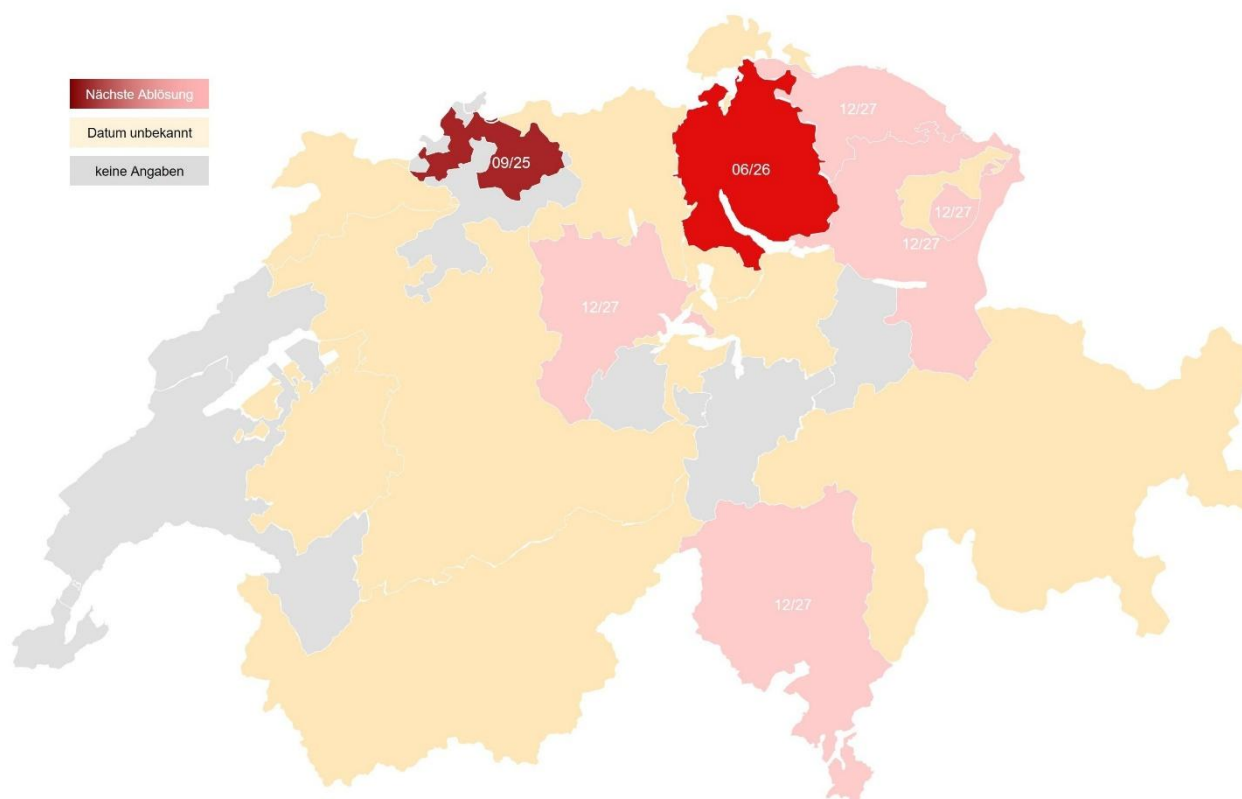
4.2.4 Tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives :

- Les autorités des cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures, Berne, Saint-Gall et Thurgovie remplaceront l'application métier en 12/27.
- Une autorité remplacera l'application métier en 12/28 (TI).
- Pour les autres autorités, les données sont inconnues ou elles n'ont pas participé au sondage.



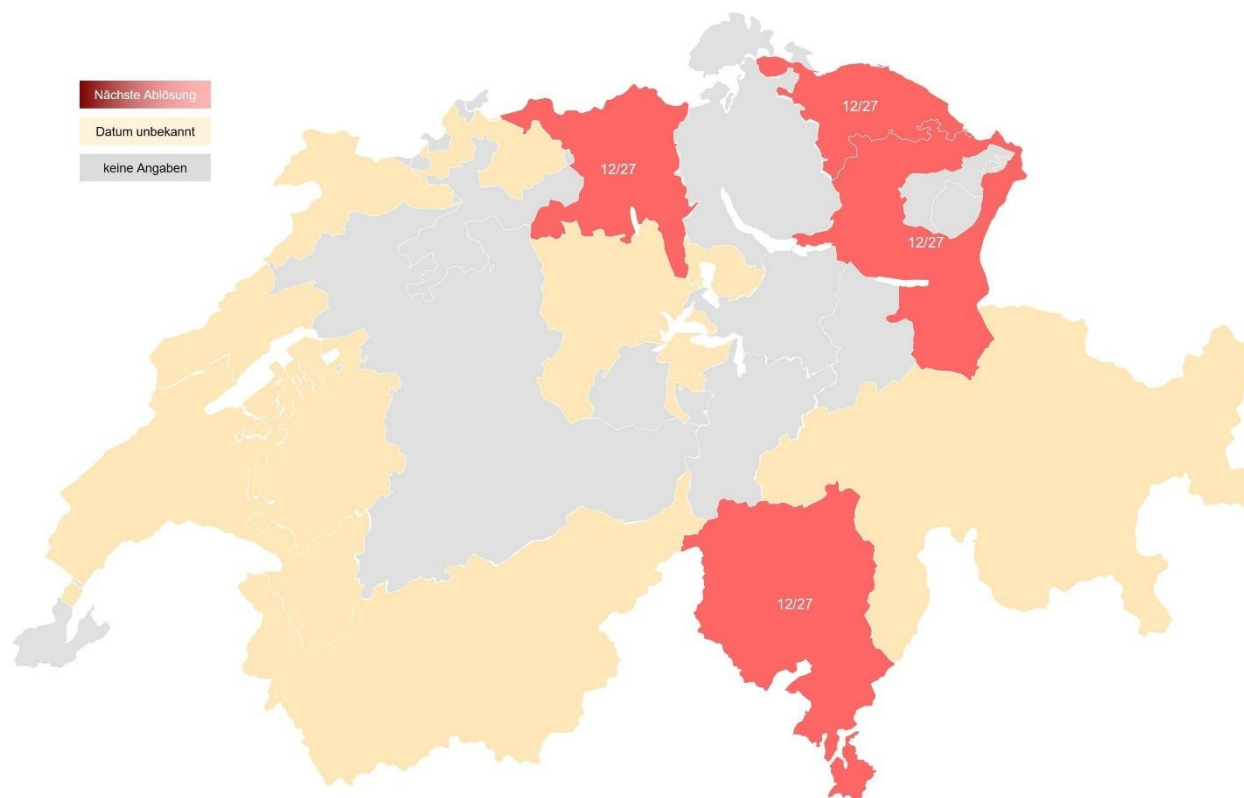
4.2.5 Office de l'exécution judiciaire ainsi que services de probation et d'exécution des peines :

- Les autorités des cantons de Bâle-Campagne et Zurich remplaceront l'application métier en 09/25 et 06/26.
- Cinq autorités remplaceront l'application métier en 12/27 (AI, LU, SG, TG, TI).
- Pour les autres autorités, les données sont inconnues ou elles n'ont pas participé au sondage.



4.2.6 Établissements pénitentiaires :

- Les autorités des cantons d'Argovie, Saint-Gall, Thurgovie et Tessin remplaceront l'application métier en 12/27.
- Pour les autres autorités, les données sont inconnues ou elles n'ont pas participé au sondage.



4.3 Remplacement des applications métier – présentation sous forme de tableau, tous domaines confondus

Dans le cas de scénarios de remplacement en plusieurs étapes, la première date est indiquée dans le tableau ci-dessous.

L'urgence à remplacer l'application métier chez les utilisateurs de certains produits est particulièrement évidente.

Ces remplacements imminents sont principalement dus à des changements sur le marché et à de nouvelles exigences en matière de droit des marchés publics, et moins à des extensions fonctionnelles dans le cadre de l'introduction de la plateforme justitia.swiss.

Il est à constater que les cantons suivants sont déjà engagés dans le processus de remplacement en 2025 : BL, UR, SZ. Les cantons et autorités fédérales suivants ont déjà annoncé des remplacements pour 2026 : FR, TI, ZH, fedpol, Confédération divers resp. OFDF.

- L'interprétation des tableaux par domaine métier reste la même que celle du tableau transversal sur le site Internet. Les tableaux détaillés indiquent toutefois quelle autorité cantonale ou fédérale utilise une application métier. La date de remplacement indiquée se rapporte donc toujours à l'application métier utilisée par l'autorité concernée.
- Si une application métier est utilisée dans une autorité cantonale, mais que la date de remplacement est inconnue, la cellule est pourvue de la mention « n.a. » et grisée.
- Les cellules blanches signifient que l'application métier n'est pas utilisée dans ce canton.

Remplacement des applications métier dans la justice pénale	AG	AI	AR	BE	BL	FR	GE	GL	GR	JU	LU	NE	NW	OW	SG	SH	SZ	TG	TI	UR	VD	VS	ZG	ZH	Conf. fedpol	Conf. MPC	Conf. divers
Juris 4	12/26	12/27						S. O.			12/27	S. O.			12/27	12/27		12/27	12/26				S. O.			12/28	
Tribuna V3			S. O.	10/27						S. O.	S. O.		S. O.	S. O.			11/25			12/25			S. O.				
Tribuna V4																	S. O.						S. O.	S. O.			
Gina				S. O.	S. O.	S. O.			S. O.	S. O.	S. O.		S. O.				S. O.						S. O.	S. O.			
Papillon																					S. O.						
JustThis	S. O.																										
Jugis				S. O.																							
DM-Web							S. O.																				
eGDD																						S. O.					
ORMA																									12/26		
Evidence																										12/27	
RIS-1 V20					09/25																			06/26			
Gestion électronique des affaires (GEVER)					S. O.			S. O.																S. O.	S. O.		
myABI		S. O.	S. O.		S. O.			S. O.	S. O.		S. O.		S. O.				S. O.		12/50	S. O.				S. O.			
Polis																								S. O.			
RIALTO				S. O.																							
Zephyr						12/26																					
infopol										S. O.																	
Argos (développement interne)																										12/26	
Core.Link																									S. O.	S. O.	
Kaseware; Infosearch; I2; Analyst's Notebook																								S. O.			
KLIBnet chez APEA / KESB																		12/28									
Stockage de fichiers local ou Cloud (p. ex. Sharepoint)					S. O.					S. O.	S. O.										S. O.			S. O.			
Applications Microsoft Office					S. O.			S. O.			S. O.								12/50	S. O.				S. O.			
Pas disponible									S. O.			12/29															
Planik, Infoniqa, Webex, Sharefile																								S. O.			
Rumaca (Entreprise Unisys)																										12/27	
SINAP																						12/29					
SIRENE-IT																									S. O.		
Prochain remplacement par canton	12/26	12/27	S. O.	10/27	09/25	12/26	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	12/27	12/29	S. O.	S. O.	12/27	12/27	11/25	12/27	12/26	12/25	12/29	S. O.	S. O.	06/26	12/26	12/28	12/26

Remplacement avant 31.12.2026
Remplacement avant 31.12.2027
Remplacement avant 31.12.2028
Remplacement avant 31.12.2029
Remplacement avant 31.12.2030
S. O. : date inconnue

4.4 Remplacement des applications métier – présentation sous forme de tableau pour chaque domaine

- L'interprétation des tableaux par domaine reste identique à celle du tableau interdisciplinaire présenté au chapitre 4.3. Les tableaux ci-après précisent désormais quelle application métier est utilisée dans quelle autorité cantonale ou fédérale. La date de remplacement indiquée se réfère donc toujours à l'application métier utilisée par cette autorité.
- Si une application métier est utilisée dans une autorité cantonale, mais que la date de remplacement est inconnue, la cellule est pourvue de la mention « n.a. » et grisée.
- Les cellules blanches signifient que l'application métier n'est pas utilisée dans ce canton.

4.4.1 Police judiciaire :

Ablösung von Fachanwendungen: Gerichtspolizei / Kriminalpolizei	AI	AR	BE	BL	FR	GL	GR	JU	LU	NE	NW	SZ	TI	UR	VD	ZG	ZH	Bund fedpol
ORMA																		12/26
elektronische Geschäftsverwaltung (GEVER)				n.a.													n.a.	n.a.
myABI	n.a.	n.a.		n.a.		n.a.	n.a.		n.a.		n.a.	n.a.	12/50	n.a.		n.a.		
Polis																	n.a.	
RIALTO			n.a.															
Zephyr					12/26													
infopol								n.a.										
Core.Link																		n.a.
Kaseware; Infosearch; I2; Analyst's Notebook;																n.a.		
Lokale Dateiablage oder Cloudlösung (z.B. Sharepoint)				n.a.					n.a.					n.a.				
Microsoft Office Anwendungen				n.a.					n.a.				12/50	n.a.				
Nicht vorhanden										12/29								
SINAP															12/29			
SIRENE-IT																		n.a.
Nächste Ablösung je Kanton	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	12/26	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	12/29	n.a.	n.a.	12/50	n.a.	12/29	n.a.	n.a.	12/26

4.4.2 Ministères publics/ministères publics des mineurs :

Ablösung von Fachanwendungen: Staatsanwaltschaft / Jugendstaatsanwaltschaft	AG	AI	BE	GE	GL	JU	LU	NE	NW	OW	SG	SH	SZ	TG	TI	UR	VD	ZG	BA	Bund divers
Juris 4	12/26	12/27			n.a.			n.a.			12/27	12/27		12/27	12/26				12/28	
Tribuna V3			10/27			n.a.	n.a.		n.a.	n.a.			11/25			12/25		n.a.		
Jugis			n.a.																	
DM-Web				n.a.																
eGDD																	n.a.			
Evidence																				12/27
elektronische Geschäftsverwaltung (GEVER)					n.a.															
RIALTO			n.a.																	
Argos (Eigenentwicklung)																				12/26
Core.Link																			n.a.	
Lokale Dateiablage oder Cloudlösung (z.B. Sharepoint)						n.a.														
Microsoft Office Anwendungen					n.a.															
Rumaca (Firma Unisys)																				12/27
Nächste Ablösung je Kanton	12/26	12/27	10/27	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	12/27	12/27	11/25	12/27	12/26	12/25	n.a.	n.a.	12/28	12/26

4.4.3 Tribunaux pénaux/tribunaux des mesures de contrainte :

Ablösung von Fachanwendungen: Strafgerichte / ZMG										
	AI	BE	GE	JU	SG	TG	TI	UR	ZG	
Juris 4	n.a.				12/27	12/27	12/28			
Tribuna V3		12/27		n.a.				07/26	n.a.	
DM-Web			n.a.							
Lokale Dateiablage oder Cloudlösung (z.B. Sharepoint)				n.a.						
Nächste Ablösung je Kanton	n.a.	12/27	n.a.	n.a.	12/27	12/27	12/28	07/26	n.a.	

4.4.4 Tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives :

Ablösung von Fachanwendungen: Gerichte für Zivil- und Verwaltungsverfahren												Bund divers
	AI	BE	GE	JU	SG	SZ	TG	TI	UR	ZG		
Juris 4	12/27				12/27		12/27	12/28				
Tribuna V3		12/27		n.a.		n.a.			n.a.	n.a.		
Tribuna V4						n.a.						
DM-Web			n.a.									
Evidence												n.a.
KLIBnet bei der KESB							12/28					
Lokale Dateiablage oder Cloudlösung (z.B. Sharepoint)				n.a.								
Nächste Ablösung je Kanton	12/27	12/27	n.a.	n.a.	12/27	n.a.	12/27	12/28	n.a.	n.a.	n.a.	

4.4.5 Office de l'exécution judiciaire ainsi que services de probation et d'exécution des peines :

Ablösung von Fachanwendungen: Amt für Justizvollzug bzw. Vollzugs- und Bewährungsdienste																		
	AG	AI	AR	BE	BL	FR	GR	JU	LU	NW	SG	SH	SZ	TG	TI	VS	ZG	ZH
Juris 4		12/27							12/27		12/27	n.a.		12/27	12/27		n.a.	
Tribuna V3			n.a.										n.a.					
Gina				n.a.		n.a.		n.a.		n.a.			n.a.			n.a.		
JustThis	n.a.																	
RIS-1 V20				09/25														06/26
Nicht vorhanden							n.a.											
Nächste Ablösung je Kanton	n.a.	12/27	n.a.	n.a.	09/25	n.a.	n.a.	n.a.	12/27	n.a.	12/27	n.a.	n.a.	12/27	12/27	n.a.	n.a.	06/26

4.4.6 Établissements pénitentiaires :

Ablösung von Fachanwendungen: Vollzugsinstitutionen (Gefängnisse, usw.)															
	AG	BL	FR	GR	JU	LU	NE	NW	SG	TG	TI	VD	VS	ZG	
Juris 4	12/27						n.a.		12/27	12/27	12/27				
Gina		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		n.a.					n.a.	n.a.	
Papillon												n.a.			
Lokale Dateiablage oder Cloudlösung (z.B. Sharepoint)														n.a.	
Microsoft Office Anwendungen														n.a.	
Planik, Infoniqa, Webex, Sharefile,														n.a.	
Gesamtergebnis	12/27	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	12/27	12/27	12/27	n.a.	n.a.	n.a.	

5 Applications métier les plus utilisées

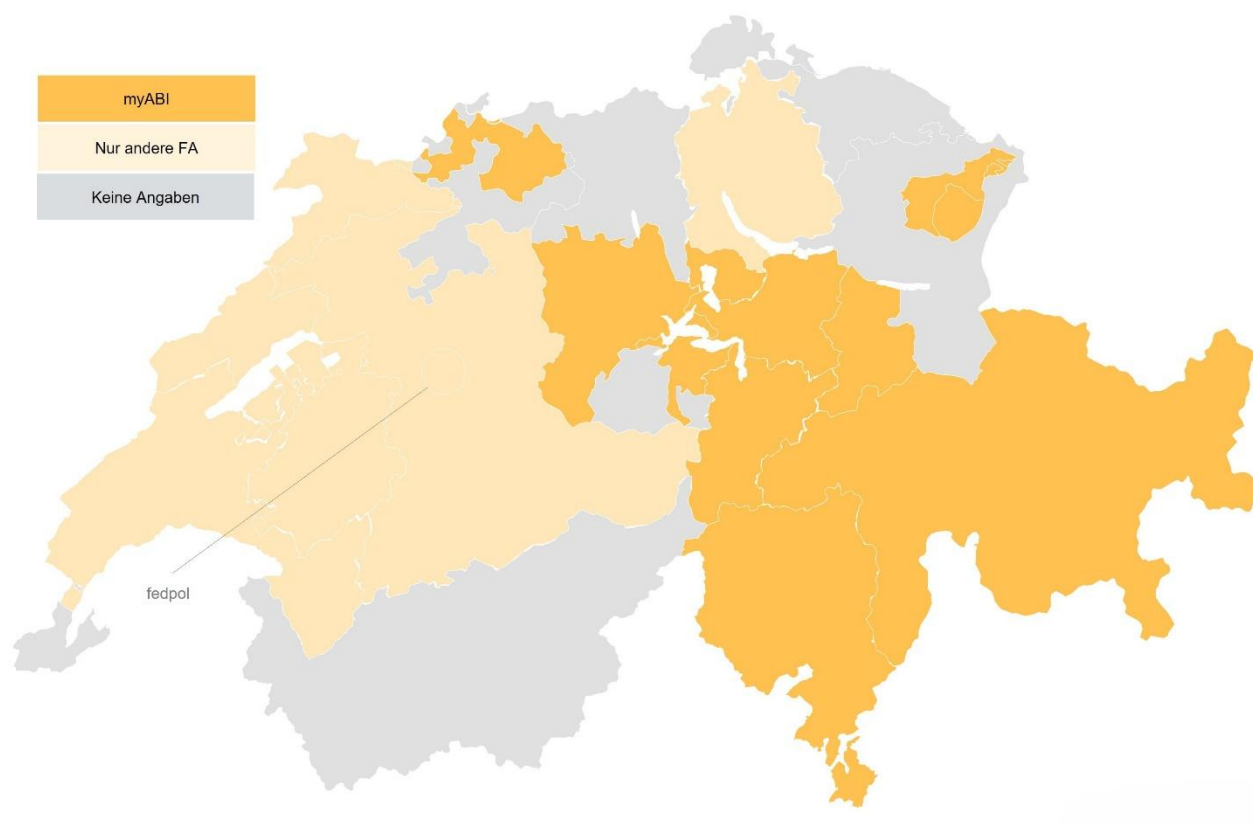
5.1 Applications métier les plus utilisées – présentation sous forme de cartes selon le domaine

Les illustrations montrent la diffusion des applications métier qui dominent le marché en Suisse en fonction du domaine métier. Si un canton est coloré dans la couleur correspondant à l'application métier, l'autorité n'utilise que cette application métier ou cette application métier parmi d'autres.

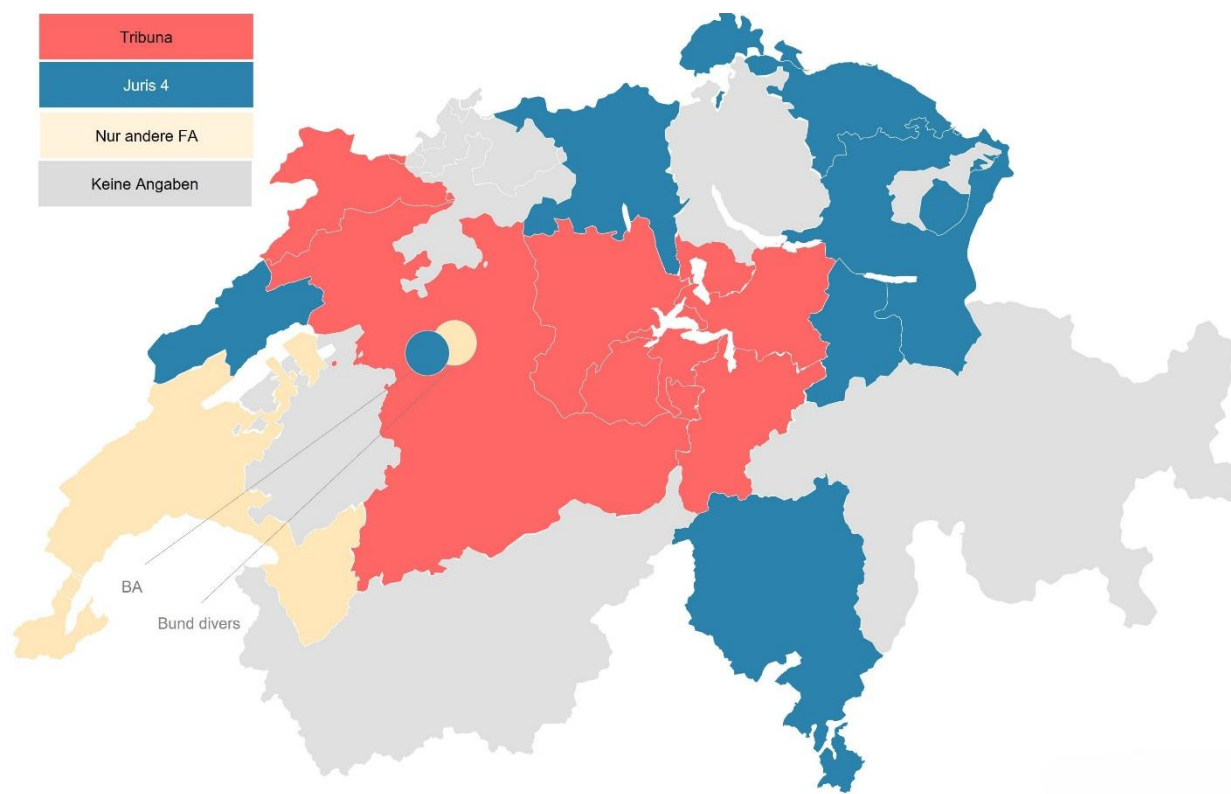
À noter les cantons qui, à notre connaissance, utilisent exclusivement d'autres applications métier (jaune clair) et les cantons pour lesquels on ne dispose d'aucune information (gris).

- Principale application métier de la police judiciaire, myABI est notamment très présente dans le sud et l'est de la Suisse. En Suisse romande en revanche, on constate un grand nombre de cantons utilisant une autre application métier.
- Tribuna et Juris 4 sont les deux principales applications métier au sein du ministère public/ministère public des mineurs, des tribunaux pénaux/tribunaux des mesures de contrainte et des tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives. Tribuna semble être plus présente en Suisse centrale et romande, tandis que Juris 4 est plus répandue dans le nord et le nord-est de la Suisse, ainsi que dans le canton du Tessin.
- Gina et Juris 4 sont les deux principales applications métier au sein de l'Office de l'exécution des peines, des services de probation et d'exécution des peines ainsi que dans les établissements pénitentiaires (prisons, etc.). Juris 4 est aussi plus présente dans le nord et le nord-est de la Suisse ainsi qu'au Tessin, alors que Gina est utilisée dans presque tout le reste de la Suisse ainsi que dans le canton des Grisons.

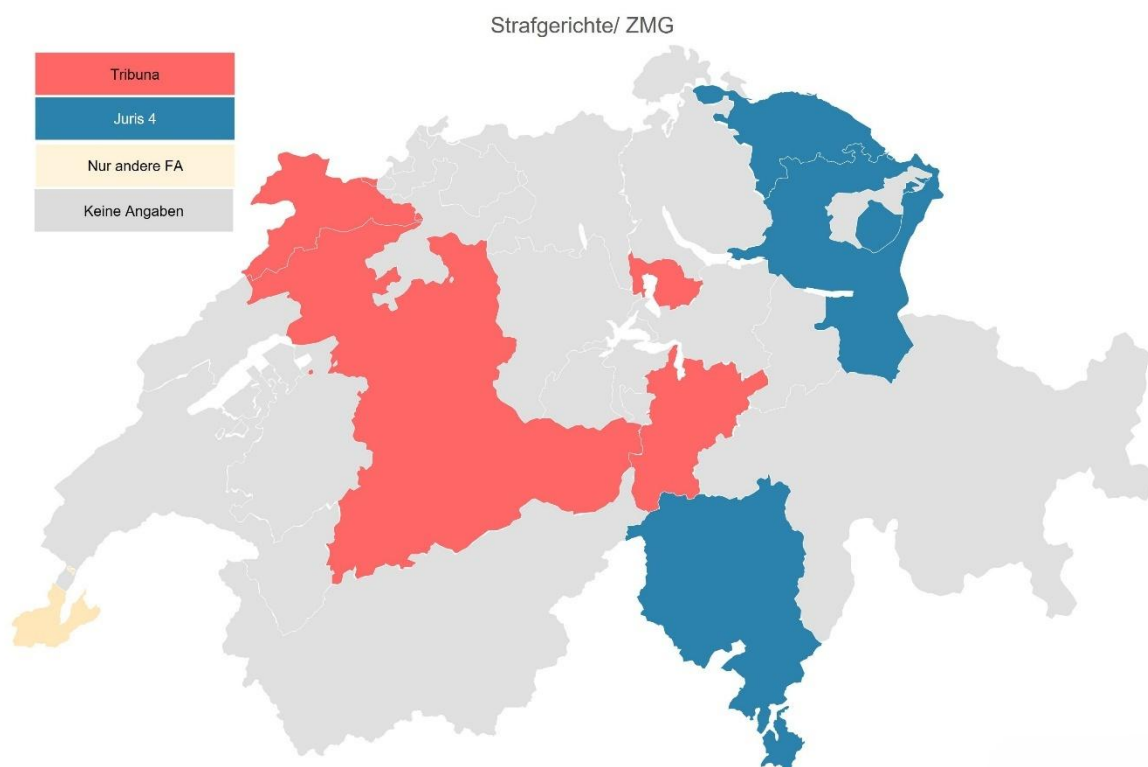
5.1.1 Police judiciaire :



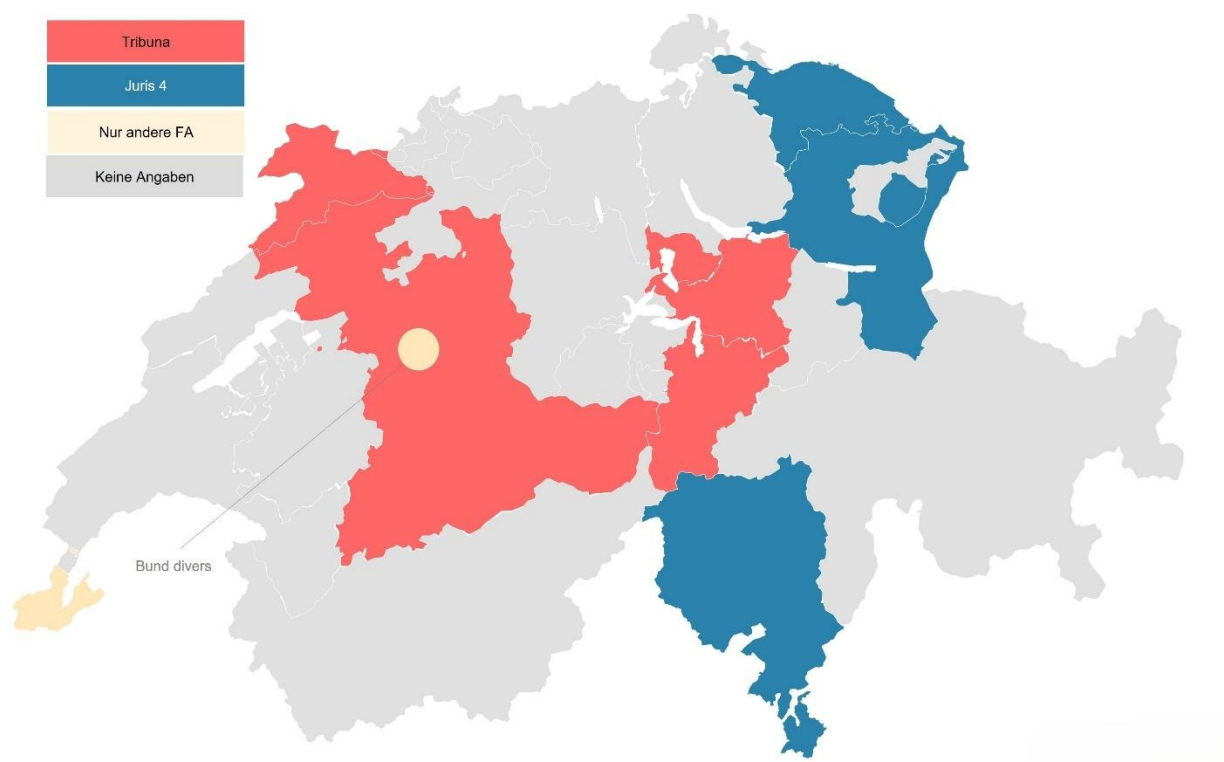
5.1.2 Ministères publics/ministères publics des mineurs :



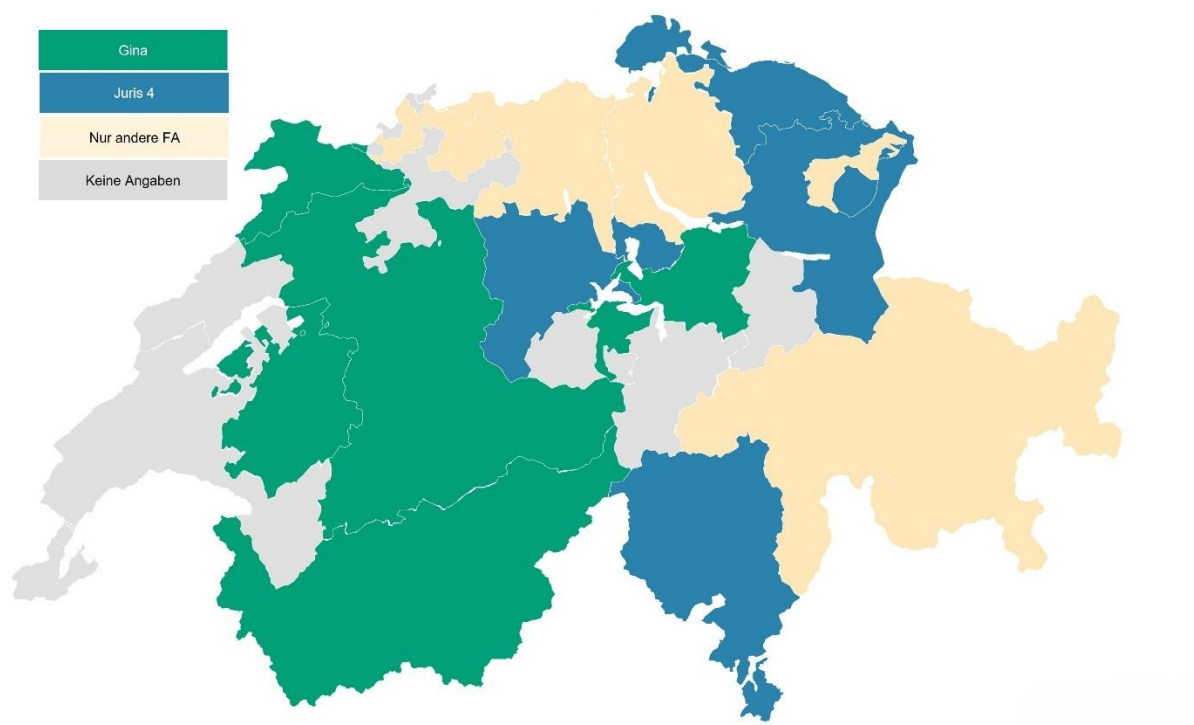
5.1.3 Tribunaux pénaux/tribunaux des mesures de contrainte :



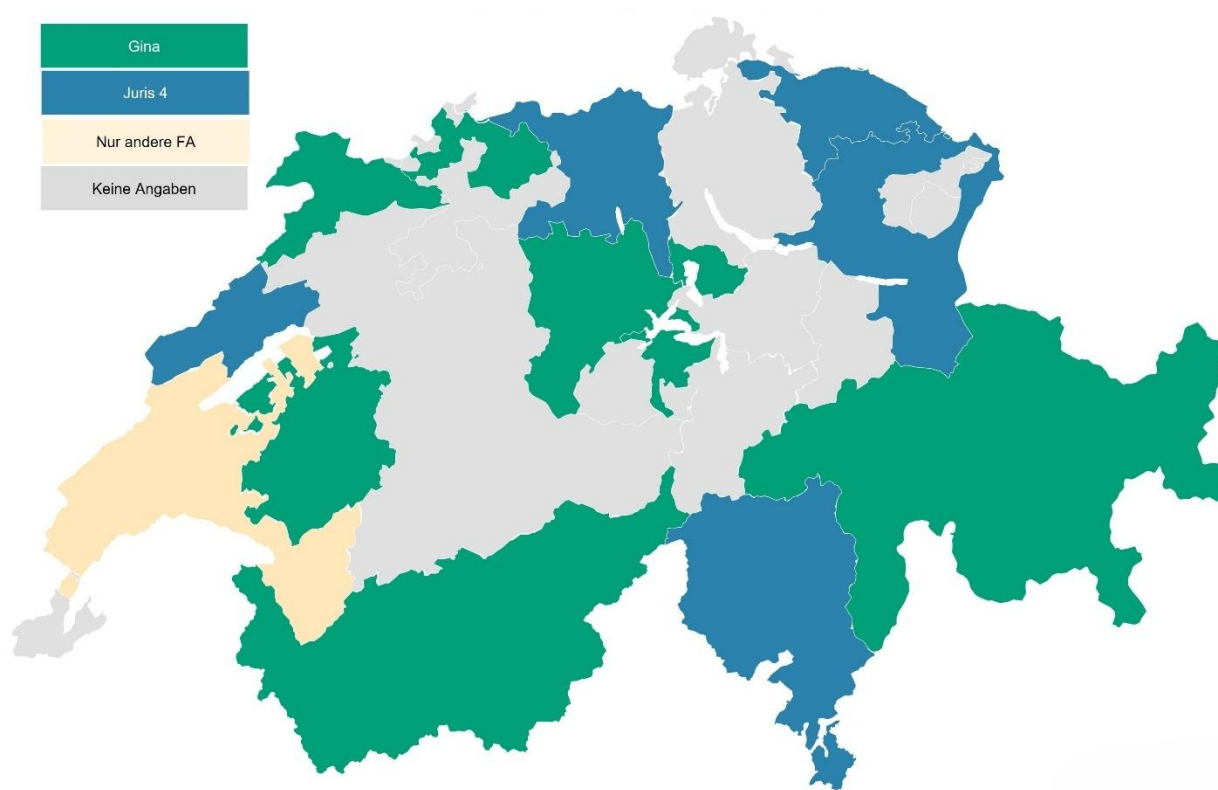
5.1.4 Tribunaux pour procédures judiciaires civiles et administratives :



5.1.5 Office de l'exécution judiciaire ainsi que services de probation et d'exécution des peines :



5.1.6 Établissements pénitentiaires :



6 Interfaces et systèmes périphériques

Le mode d'échange des données permet d'évaluer le niveau de maturité de la numérisation :

1. format papier transmis par coursier
2. format électronique, mais avec un « modèle papier » numérique (PDF)
3. déjà entièrement numérique sur la base de données structurées et pouvant être traitées par des machines

Les résultats obtenus pour l'année 2025 dressent, sans surprise, un tableau hétérogène. Les trois principaux types de transmission sont toujours utilisés. En ce qui concerne le type de transmission « entièrement électronique », la question se pose de savoir si toutes les informations nécessaires sont réellement transmises par voie électronique pour mettre en œuvre un cas d'utilisation (UseCase). Ce sujet devra faire l'objet de questions plus approfondies à l'avenir.

Il convient toutefois de noter qu'un échange d'informations a lieu entre les applications métier utilisées et d'autres systèmes thématiques. Il est donc nécessaire de maintenir des interfaces. Voici une liste des systèmes mentionnés :

- myAbi, Tribuna, Juris, Gina, Papillon, ORMA (toutes des applications métier différentes)
- Système de conduite des engagements
- Système comptable
- Registre des habitants
- Système d'amendes d'ordre EPSIPOL
- Archives multimédias pour images, vidéos ou fichiers audio
- Système de gestion des pièces à conviction
- Systèmes de service de la surveillance des télécommunications
- Outils de recherche
- Solution d'archivage
- Système de recherches RIPOL
- Casier judiciaire VOSTRA
- Système d'information central sur la migration SYMIC
- Office fédéral de la statistique
- Services web de la Confédération, p. ex. portail SSO
- MISTRA (circulation routière)
- ePost et service de NPA
- Systèmes médicaux
- SIS, INTERPOL (systèmes étrangers)

6.1 Transmission au format papier

L'extrait du tableau ci-dessous présente des exemples d'interfaces au format papier. Le destinataire doit recopier les informations reçues et saisir celles qui le concernent dans son propre système.

Name Umsystem	Name Fachanwendung	Art der Schnittstelle	Kanton	Behörde
Dokumentenmanagement-System	myABI	Papierdokument	NW	1_Gerichtspolizei/ Kriminalpolizei
Archivlösung	RIS-1 V20	Papierdokument	ZH	5_Amt für Justizvollzug bzw. Vollzugs- und Bewährungsdienste
Archivlösung	Gina	Papierdokument	ZG	6_Vollzugsinstitutionen (Gefängnisse, usw.)
Einwohner-Register	Juris 4	Papierdokument	AI	2_Staatsanwaltschaft/ Jugendstaatsanwaltschaft
n.a.	Tribuna V3	Papierdokument	OW	2_Staatsanwaltschaft/ Jugendstaatsanwaltschaft
Ripol	Tribuna V3	Papierdokument	SZ	5_Amt für Justizvollzug bzw. Vollzugs- und Bewährungsdienste
Zemis	Tribuna V3	Papierdokument	SZ	5_Amt für Justizvollzug bzw. Vollzugs- und Bewährungsdienste
Ripol	Gina	Papierdokument	SZ	5_Amt für Justizvollzug bzw. Vollzugs- und Bewährungsdienste
Zemis	Gina	Papierdokument	SZ	5_Amt für Justizvollzug bzw. Vollzugs- und Bewährungsdienste

Le tableau complet peut être obtenu auprès de info@his-schweiz.ch.

6.2 Transmission électronique – format lisible par l'humain

L'extrait du tableau ci-dessous montre quels systèmes disposent déjà d'une interface électronique. Toutefois, seuls les fichiers correspondant au modèle papier (p. ex. documents PDF) sont transmis. Ces fichiers ne peuvent être traités automatiquement qu'au prix d'une charge de travail considérable. Le plus souvent, le destinataire transfère les informations qui l'intéressent dans son propre système par copier-coller. Il existe donc toujours une rupture de transmission.

Name Umsystem	Name Fachanwendung	Art der Schnittstelle	Kanton	Behörde
Vostra	Juris 4	elektronisches Dokument	NE	6_Vollzugsinstitutionen (Gefängnisse, usw.)
Dokumentenmanagement-System	myABI	elektronisches Dokument	NW	1_Gerichtspolizei/ Kriminalpolizei
Ablage von Polizeirapporten auf gemeinsamer Dateiablage (STA-Polizei)	Lokale Dateiablage oder Cloudlösung (z.B. Sharepoint)	elektronisches Dokument	ZG	2_Staatsanwaltschaft/ Jugendstaatsanwaltschaft
Bundesamt für Statistik	Gina	elektronisches Dokument	ZG	6_Vollzugsinstitutionen (Gefängnisse, usw.)
Strassenverkehr	Tribuna V3	elektronisches Dokument	BE	2_Staatsanwaltschaft/ Jugendstaatsanwaltschaft
Vostra	Casellario giudiziario	elektronisches Dokument	TI	5_Amt für Justizvollzug bzw. Vollzugs- und Bewährungsdienste
Ripol	Juris 4	elektronisches Dokument	NE	6_Vollzugsinstitutionen (Gefängnisse, usw.)
n.a.	Tribuna V3	elektronisches Dokument	UR	3_Strafgerichte/ ZMG
myABI-Import		elektronisches Dokument	TG	2_Staatsanwaltschaft/ Jugendstaatsanwaltschaft

Le tableau complet peut être obtenu auprès de info@his-schweiz.ch.

6.3 Transmission électronique – entièrement électronique, lisible par la machine

L'extrait du tableau ci-après illustre la diversité de la transmission entièrement électronique des données. Des fichiers lisibles par l'humain ainsi que des données structurées lisibles par la machine sont transmis pour un traitement ultérieur. Il n'y a plus de rupture de transmission. Des étapes de traitement ultérieur semi-automatiques sont prévues, par exemple pour l'assurance qualité ou les contrôles.

Name Umsystem	Name Fachanwendung	Art der Schnittstelle	Kanton	Behörde
Bundesamt für Statistik	Juris 4	elektronische Daten(mit Struktur zur automatischen Weiterverarbeitung)	AG	2_Staatsanwaltschaft/ Jugendstaatsanwaltschaft
Ripol	Rialto	elektronische Daten(mit Struktur zur automatischen Weiterverarbeitung)	BE	1_Gerichtspolizei/ Kriminalpolizei
Buchhaltung	Gina	elektronische Daten(mit Struktur zur automatischen Weiterverarbeitung)	GR	6_Vollzugsinstitutionen (Gefängnisse, usw.)
PLZ-Service	Tribuna V3	elektronische Daten(mit Struktur zur automatischen Weiterverarbeitung)	LU	2_Staatsanwaltschaft/ Jugendstaatsanwaltschaft
Einwohner-Register	MovPop, registro cantonale degli abitanti	elektronische Daten(mit Struktur zur automatischen Weiterverarbeitung)	TI	4_Gerichte für Zivil- und Verwaltungsverfahren
Bundesamt für Statistik	Papillon	elektronische Daten(mit Struktur zur automatischen Weiterverarbeitung)	VD	6_Vollzugsinstitutionen (Gefängnisse, usw.)
ERP-System	RIS-1 V20	elektronische Daten(mit Struktur zur automatischen Weiterverarbeitung)	ZH	5_Amt für Justizvollzug bzw. Vollzugs- und Bewährungsdienste
Post DataTransfer mit der Post	Tribuna V3	elektronische Daten(mit Struktur zur automatischen Weiterverarbeitung)	ZG	3_Strafgerichte/ ZMG
RechercheTool	DM-Web	elektronische Daten(mit Struktur zur automatischen Weiterverarbeitung)	GE	2_Staatsanwaltschaft/ Jugendstaatsanwaltschaft
ZEMIS, RIPOL, PUNT, Mail (national, international)	SIRENE-IT	elektronische Daten(mit Struktur zur automatischen Weiterverarbeitung)	zz_Bund fedpol	1_Gerichtspolizei/ Kriminalpolizei

Le tableau complet peut être obtenu auprès de info@his-schweiz.ch.

Remarques

Nous avons délibérément choisi de ne pas publier tous les résultats du sondage. Nous vous fournissons volontiers des informations et des aperçus supplémentaires sur notre base de données lors d'un entretien direct.

Vos suggestions, commentaires ou corrections sont les bienvenus.

Nous comptons sur votre soutien pour combler les lacunes. Communiquez-nous les coordonnées de vos responsables de la numérisation ou devenez notre interlocuteur ou interlocutrice principale pour le sondage annuel.